

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

jeudi

9 octobre

1975

1,50 F

N° 9
B.P. 225 75 924 PARIS CEDEX 19

Directeur de publication :
Y. CHEVET

distribué par les N.M.P.P.
imp. Roto Nation

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

L'ABAISSEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE POUR 1980?



Après les visites successives de Séguy, Maire et Ceyrac à Chirac, l'abaissement de l'âge de la retraite nous est présenté comme «concevable», voire «imminent». Voilà qui contredit tout ce que le patronat avait pu dire sur cette revendication pour laquelle nous nous battons depuis des années. Ce qui était qualifié d'impos-

sible, de simpliste, d'irresponsable... deviendrait donc possible aujourd'hui ? Aujourd'hui ? Non, on nous annonce déjà que d'autres discussions devront avoir lieu pour étudier le coût et le financement, bref, l'année d'entrée en application est estimée à 1980 ! Imminent comme on voit...

Suite page 6

ESPAGNE: fusillade entre policiers a barcelone

A Barcelone, hier matin, fusillade devant un commissariat : les flics du poste qui viennent d'essuyer des coups de feu, ripostent ; au même moment, une voiture de police, qui vient également d'être mitraillée, débouche. Les flics se lancent dans une fusillade généralisée, se tirent dessus entre eux. On relèvera cinq morts : deux policiers et trois passants, tous tués par les balles de la police. L'incident est significatif de l'effolement qui habite aujourd'hui les forces de répression en Espagne.

Cette peur des luttes populaires s'exprime également par une répression intensifiée : le même jour, au Pays Basque, neuf militants de l'ETA et huit autres, qui appartenaient aux commissions ouvrières, ont été arrêtés pour propagande anti-gouvernementale. Des footballeurs qui avaient joué dimanche avec un brassard noir, en signe de deuil pour les assassinats des cinq camarades, ont été condamnés à 100 000 pesetas d'amende : le franquisme pousse l'odieux

5 morts (dont 3 civils)
l'attaché militaire franquiste blessé à Paris



jusqu'au ridicule.

Par ailleurs, on apprend qu'hier, à 13 h, à la sortie de son domicile, l'attaché militaire de l'ambassade fasciste, un

des principaux animateurs des barbouzes franquistes appelées «guerilleros du Christ Roi» a reçu trois balles tirées par un inconnu.

LIBAN les phalangistes reprennent leurs agressions

Fedayin à l'action



Après cinq jours d'un cessez-le-feu précaire, les combats ont repris au Liban. En un jour ils ont fait une vingtaine de morts et plus de cinquante blessés. Ce sont les quartiers populaires qui ont été le plus touchés : incendies dans le quartier de la Quarantaine, obus sur Chiah. Il n'est pas douteux qu'il s'agit là d'une nouvelle provocation des Phalanges de Gemayel, pour tenter une nouvelle fois de briser l'alliance qui se tisse entre la Résistance Palestinienne et les masses populaires libanaises musulmanes et chrétiennes.

On lira en page 8 la suite du reportage de Jean-Paul GAY «dans les quartiers populaires et les camps de réfugiés au Liban»

PORTUGAL

questions
brulantes

p3 et 8

la vie du journal

UNE NECESSITE QUOTIDIENNE ...

Pour paraître, le QUOTIDIEN DU PEUPLE ne compte que sur ses propres forces, l'argent de ceux qui sont en accord avec son projet politique. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Les journaux bourgeois tirent la majeure partie de leurs recettes de la publicité qu'ils font pour les trusts capitalistes. C'est grâce à cette publicité qu'ils équilibrent leur budget, le produit des ventes par les messageries NMPP n'entrant que pour une faible part.

Qu'en est-il pour le Quotidien du Peuple ? Bien évidemment, il se refuse à toute publicité pour les patrons capitalistes !

Il reste le produit des ventes en kiosques. Seulement : 1°) Il ne nous est pas versé tout de suite.

2°) Le produit de ces ventes ne peut couvrir qu'une partie limitée des besoins d'un journal, surtout d'un journal qui démarre, dont l'objectif est de s'améliorer et de se développer.

La conséquence de tout cela est claire : la souscription permanente doit fournir au Quotidien le complément de ses ressources. Elle n'est pas pour votre journal une sorte de réserve en cas de coup dur. C'est une nécessité quotidienne pour assurer le fonctionnement et le développement du journal.

Nous avons, dans les premiers numéros du QUOTIDIEN DU PEUPLE expliqué notre projet, nous avons commencé à le mettre en œuvre... Mais sa réalisation est entre vos mains. Que le Quotidien du Peuple existe, cela dépend de chaque lecteur, tant sur le plan politique que sur le plan financier, tant sur le plan de sa participation à la rédaction que sur le plan de sa participation aux frais de sa fabrication. La souscription pour le QUOTIDIEN DU PEUPLE doit être le reflet de la mobilisation autour du projet du journal, mobilisation traduite par le courrier abondant que nous recevons.

Camarades, tout cela, il faut l'expliquer largement pour mobiliser tous les lecteurs autour du QUOTIDIEN DU PEUPLE. EN AVANT POUR LES CINQUANTE MILLIONS !

dans le courrier

T.G. de Paris

«...Voilà les premières réflexions que m'inspire après quelques discussions avec des camarades de travail, une semaine du QUOTIDIEN DU PEUPLE...»

A la p. 5, il faut mettre en évidence une lutte qui peut avoir un caractère assez général pour la période Y Fogères, c'est bien pour le chômage, mais pas plus de la moitié de la page, et sur le reste, des informations brèves sur toutes les luttes menées simultanément en France. Car il faut briser l'isolement...

D'une façon générale, il faut que le quotidien soit plus quotidien, et pas un hebdo découpé en tranches. Il faut mieux utiliser la place. Faire des articles plus courts mais abordants tous les sujets. Le journal doit être une arme pour lutter contre l'idéologie bourgeoise distillée quotidiennement par ses journaux, sa radio, sa télé, sous toutes les formes...

Il est réjouissant que paraisse enfin un quotidien, qui donne le point de vue des révolutionnaires sur l'actualité et dont le style général soit clair et compréhensible par tous.

D'un « couple de sympathisants »

«...Après une semaine de lecture du Quotidien du Peuple, on peut déjà tirer un premier bilan. Tout d'abord l'évolution très rapide et très positive sur les six premiers numéros. Le numéro du 6 octobre se différencie très bien de ce qu'était FRONT ROUGE.

Quelques remarques et propositions : dans le bloc-note, aborder les droits des vieux travailleurs.

faire plus d'articles sur la vie quotidienne : logement, transports, enfants, nourriture, en montrant comment elle est organisée dans les pays socialistes...

il serait utile de donner une critique de l'information telle qu'elle passe dans les journaux télévisés. Faire une plus large place aux articles montrant comment la société capitaliste s'appuie sur un encadrement idéologique pour perpétuer les rapports sociaux.»

Un employé de la Sécurité Sociale:

«...Les nouvelles brèves sont très insuffisantes, il en faudrait un plus grand nombre, plus diversifiées, dans tous les domaines de la lutte de classes en France, de la lutte des peuples du Tiers-Monde ou même des luttes et scandales dans les pays révisionnistes. Par exemple après la déclaration foncièrement fasciste de Salvador Dali à propos de l'Espagne, cela aurait été une excellente occasion de montrer toute la pourriture de cette clique d'artistes bourgeois...»

Il faut réduire les articles, arriver à faire ressortir en quelques lignes l'idée qu'on veut faire passer, avec un style plus offensif...»

F.D. de Douai.

«...Bravo pour les articles sur l'affaire Chapron... Pourquoi ne pas faire une série d'articles à partir de témoignages ouvriers sur le manque de sécurité dans les entreprises, sur le non-respect des règles les plus élémentaires, tout cela au nom du rendement ? Ce n'est qu'une suggestion que je fais en tant que lecteur décidé à construire avec vous Notre Quotidien ! »

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8 h 30 à 14 h

De Grenoble.

«...Les camarades de la Sescosom ont abonné six filles de l'usine...»

Ne manquez pas de nous tenir au courant des réactions des ouvrières à la lecture du quotidien : de ce qu'elles lisent avec le plus d'intérêt, de leurs critiques, de la façon dont elles voient leur participation au journal.

soutien internationaliste.

«...Moi et un camarade allemands, tous deux maçons, nous versons 100 DM sur votre CCP comme soutien à la campagne des 50 millions...»

D.J. de Grenoble.

«...Le PCF n'agit pas toujours selon les désirs des ouvriers de France. Le Quotidien du Peuple est donc une nécessité, une nouvelle orientation de pensée et d'expression du monde du travail, ouvriers et paysans... Notre jeunesse au sortir de l'école, n'a même plus la faculté de pouvoir travailler, et nos jeunes viennent grossir les rangs des chômeurs... Le Quotidien du Peuple, qui, nous l'espérons sera la plate-forme où tous les sujets seront débattus, en toute franchise, est un réconfort, une lueur d'espoir, et une garantie pour l'avenir. Il y a tant de sujets à traiter et à exposer... J'ai l'intention d'être un correspondant actif.»



Ecrivez sans attendre au service des ventes dès que vous voyez une amélioration à apporter au réseau de la diffusion en kiosques. Mais n'oubliez pas de noter de manière très précise, le nom et l'adresse des kiosques et librairies dont vous faites mention. Pour Paris, indiquez aussi le nom de l'annexe dont ils dépendent. Faute de quoi vous rendez complètement inefficace toute démarche auprès des NMPP !

abonnez vous

250 F	1 AN
150 F	6 MOIS
80 F	3 MOIS
30 F	1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Gagnons la bataille de la diffusion

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)
au kiosque
de Monsieur rue n° ville.....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien
Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

communiqués

à Marseille

Conférence-débat sur
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE
salle des dominicains
35, rue Ste Victoire
(angle rue Edmond Rostand)
Venez apporter vos critiques,
vos suggestions, vos témoignages !

à Paris

à l'initiative du CEDETIM
journées culturelles
anti-impérialistes
11-12 octobre 75
à la cartoucherie de Vincennes
chanteurs - danse - théâtre
crèche - bal - débats
soutien aux peuples en lutte

JE SOUSCRIS

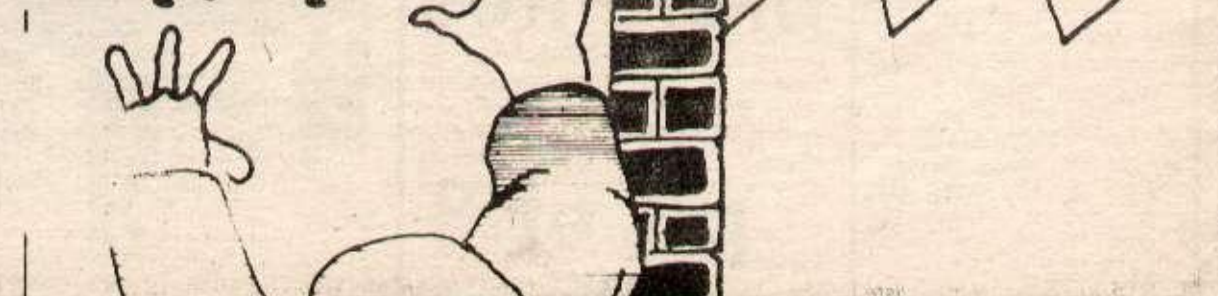
10 F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

le quotidien du peuple

Affichez votre journal



PORTUGAL : QUEL AVENIR ?

octobre 75 : questions brûlantes

REPORTAGE DE JEAN LERMET

S'ORGANISER

Leitmotiv de ces deux réunions : la question de l'organisation. Aujourd'hui, les masses ressentent nettement la volonté du pouvoir d'en finir avec leurs luttes, de consolider enfin cet « ordre » bourgeois si ébranlé depuis plusieurs mois. Pour faire face, il ne suffit évidemment plus des actions localisées, isolées les unes des autres ; il devient nécessaire de constituer un front d'ensemble, et pour cela de mettre sur pied la centralisation de chacun des mouvements : travailleurs, habitants, soldats ; mais aussi la liaison, à l'échelle locale, régionale, nationale, des différents mouvements.

La tenue de ces réunions est une tentative. D'autres existent : réunion à la caserne du régiment Ralis de plusieurs commissions de travailleurs et d'habitants de la région de Lisbonne ; à la réunion de République, un soldat, un ouvrier et un habitant de Setubal interviennent ensemble : 34 commissions de travailleurs et 24 commissions d'habitants sont unies dans la ville avec le comité de soldats du régiment. Dans la période, cette question de l'unité de la population avec les soldats est importante : la construction d'une force de frappe pour la repression (le Groupement Militaire d'Intervention) et les tentatives de dissolution des régiments progressistes visent à reconstituer l'armée, pilier de la dictature bourgeoise, que sa crise interne a rendu inopérante.

TOUS "APARTIDAIRES"

Mais l'aspiration à l'organisation, à la centralisation des organismes de masse rencontre des difficultés. Comment, notamment y parvenir sans que s'affirment au cœur des masses une ligne politique nécessairement portée par une organisation, un parti ? Mais voilà qu'aujourd'hui, l'expérience négative faite par les masses produit un choc en retour. Les partis, c'étaient le PCP, le Parti Socialiste, des gens qui avant tout visaient la manipulation des masses pour s'imposer dans le jeu de l'appareil politique bourgeois. Le temps de la campagne électorale, ils ont imposé leurs pratiques. Impossible de faire un pas sans les voir, les entendre, les subir. La « fête » est finie, les lendemains ont été amers, le peuple s'est réveillé trompé.

Conséquence : dans toutes ces assemblées de masse, revient un leitmotiv : l'action, l'organisation se doivent d'être « apartidaires » ; le mot revient, dix fois plutôt qu'une, dans la bouche même de nombreux camarades qu'on devine membres de tel ou tel groupe révolutionnaire.



Avril 75 : la fureur électoraliste (collage du PCP)

Expression positive d'un refus farouche de la manipulation, il devient dangereux quand il exprime le flou dans la ligne et la prise de décision qui ressort souvent des débats.

LA VOIX DE RADIO-RENAISSANCE

Le poids de ces questions se fait sentir dans la pratique. C'est de leur fait que la question de Radio-Renaissance est restée en suspens. Après la mobilisation immédiate qui a répondu à l'occupation des radios par la troupe, la mise en place de piquets pour garder les radios, les choses en sont restées là. Les commandos occupent toujours l'émetteur, la voix de Radio Renaissance s'est tue. La réunion convoquée par un secrétariat de commissions de travailleurs et d'habitants pour préparer une manifestation (qui n'a pas encore pu avoir lieu), a buté sur deux problèmes étroitement liés entre eux.

D'une part, comment mobiliser les masses qui se demandent aujourd'hui que faire.

D'autre part, comment dépasser la simple manifestation d'un mécontentement, rassembler un véritable rapport de forces, alors qu'on se trouve face à une troupe non politisée, dressée à tirer sur le peuple, et que toute tentative directe de reprise de l'émetteur tiendrait de ce fait de l'aventure ?

C'est, jusqu'ici, la première épreuve de force engagée avec succès par le sixième gouvernement provisoire contre le mouvement des masses. Faute de dégager une réponse, la classe ouvrière et ses alliés risqueraient de voir tomber une à une les conquêtes partielles acquises le 25 avril.

"L'EPURATION A GAUCHE" ET SES AMBIGUITES

La double nature de l'offensive menée par les forces de l'impérialisme occidental vient encore compliquer la question. Le nouveau pouvoir vise en effet deux objectifs. D'une part, poursuivre l'élimination du PCP de l'appareil d'Etat ; d'autre part, réorganiser les forces de répression en vue de s'attaquer aux masses. Face à la nécessité de lutter aujourd'hui contre « l'épuration à gauche », la classe ouvrière va devoir veiller à ne pas confondre les choses. Ne pas mélanger les tentatives de dissolution du RALIS, régiment progressiste, avec l'éviction de l'officier nommé Judas de la « commission d'extinction de la PIDE » où il mettait en place pour le PCP une nouvelle police politique en utilisant les fiches de l'ancienne.

Le parti révisionniste lui-même brouille les cartes. Féroce opposé à la lutte des masses aussi

longtemps que montait son étoile au jeu des appareils bourgeois, le voilà qui se donne aujourd'hui l'air d'y participer, sinon de les impulser. Il est, par exemple, certainement présent dans l'organisation « Soldats Unis Vaincrons », qui a pris l'initiative d'importantes manifestations de soldats contre la « remise en ordre » en cours dans l'armée. A en juger par les termes dans lesquels le journal (contrôlé par le PCP), O Século rapportait la constitution du SUV à Evora, ville du sud, il se pourrait bien qu'il en soit même localement l'initiateur.

AVEC LES METALLOS

La situation au syndicat de la métallurgie vient également poser ce problème. Dans ce syndicat, comme dans beaucoup d'autres, les révisionnistes se sont imposés bureaucratiquement à la direction au lendemain du 25 avril. Ils ont mené sans pitié la chasse aux ouvriers révolutionnaires élus délégués syndicaux par les assemblées de base. En novembre 74, ceux-ci prenaient l'initiative de se regrouper dans la Commission Unitaire des Ouvriers de la Métallurgie (CUOM) qui présente aujourd'hui une liste aux élections syndicales.

Nous avons rencontré ces camarades. Avec la solide assurance des ouvriers expérimentés, ils nous ont parlé de leur combat. Comment ils ont organisé la lutte en septembre 74 contre la loi anti-grève ; comment ils se sont battus pour une véritable épuration des fascistes, aussi bien que pour les salaires. Insultés, traités avec la masse des travailleurs en lutte « d'agents de la CIA » et de « réactionnaires » par la direction révisionniste du syndicat, ils sont restés debout. A contre-courant quand il le fallait, ils ont dénoncé en leur temps dans les nationalisations une « aide au capital en crise », la « tentative de faire payer aux travailleurs la faillite des entreprises ». Preuve du danger que constitue pour la direction actuelle la liste qu'ils présentent aux élections syndicales, ils sont en butte à toutes les basses manœuvres révisionnistes, depuis le recul de la date du scrutin jusqu'aux convocations envoyées avec cinq jours de retard ! nous avons vu la lettre et l'enveloppe !

Vingt-quatre heures après notre discussion, la presse publiait un appel de la direction actuelle du syndicat des métallos à un arrêt général, le deuxième en une semaine. A la tactique nouvelle du PCP, il va falloir trouver de nouvelles réponses, approfondir la démarcation politique.

Au terme d'un voyage de quelques jours, l'orientation du mouvement des masses, face à l'offensive réactionnaire, paraît incertaine. Mais sa vitalité, son esprit combattif, restent aujourd'hui frappants. Parviendra-t-il à prendre le tournant ? Quoiqu'il en soit, dans l'immédiat, le pouvoir de la bourgeoisie restera menacé au Portugal. Il y a un abîme trop révoltant entre le peuple des ruelles de Casal Ventoso, ou un homme passe tout juste entre les baraquements étroits et malsains, et la mince couche de nantis qui s'empiffre méthodiquement dans le centre les dimanches soirs. Tout un peuple, des mois durant, a rêvé d'y mettre un terme, a transcrit son rêve en actes politiques avec une initiative bouillonnante.

Qu'il aille ou non au bout cette fois, les choses ne seront jamais plus comme avant.

Hier, nous avons publié le compte rendu de deux réunions des masses sur la question de l'information (et le soutien à République), sur la question du logement (réunion d'occupants de maisons vides).

Nous poursuivons aujourd'hui l'examen des questions politiques qui se posent au mouvement des masses.

voir nos dernières nouvelles en page 8



Soldats devant les studios de Radio Renaissance : comment libérer l'émetteur ?

Dans notre courrier

Dans le Sud : OUVRIERS AGRICOLES EN LUTTE

De lecteurs qui ont fait un voyage cet été au Portugal. Après la visite d'une ferme occupée, en voici un deuxième où, cette fois, le PCP joue un rôle dirigeant.

Ensuite, nous avons visité « Quinta san Pedro » à Baleiaô. On nous avait prévenu qu'il fallait une autorisation du syndicat pour visiter la ferme. Mais nous avons essayé d'y aller directement, et un membre de la commission de travailleurs a accepté de nous accueillir dans son bureau.

Au départ il y a eu des sabotages économiques de l'administrateur et, fait plus grave, celui-ci avait fait plusieurs millions de dettes et avait hypothéqué les terres. Le syndicat a alors conseillé aux ouvriers d'occuper la ferme. Il a fait ensuite procéder à l'élection d'une commission de travailleurs pour diriger la ferme. Cette élection a eu lieu à bulletins secrets en présence d'officiers du M.F.A.

Comme une partie des travailleurs ne savent ni lire ni écrire, un officier du M.F.A. a été désigné pour inscrire le nom que les travailleurs choisissaient. Cette commission comprenait au départ dix membres, dont au moins deux contremaîtres.

Cette commission était subdivisée en plusieurs sous-commissions (finances, etc...)

La commission de travailleurs s'était engagée à rembourser les dettes contractées par l'administrateur, mais d'après notre interlocuteur, « cela ne posait pas de problème, car la ferme marchait bien et ils faisaient des bénéfices ». D'autre part elle s'était engagée, aussi, à respecter les anciens contrats oraux, passés entre l'administrateur et les contremaîtres, d'après lesquels, ceux-ci touchaient 3% de la vente, soit du blé, soit du bétail, etc... Ce qui représentait pour l'un d'eux 1 million d'escudos.

Notre interlocuteur, nous a déclaré que deux des contremaîtres élus, l'un des contremaîtres qui reste dans la commission a encore un superbe pur sang dont un ouvrier s'occupait là sous nos yeux s'étaient désistés de leur plein grès, puisque, disaient-ils : « Ils possédaient des terres ce n'était pas leur rôle d'être dans la commission ».

En fait, un tractoriste, sympathisant de l'U.D.P., nous a raconté qu'à la suite d'un conflit entre les deux contremaîtres et les ouvriers, ceux-ci les avaient obligés à démissionner. Il n'y a jamais d'assemblée générale puisque, comme on nous a dit, « les ouvriers habitent trop loin et il est donc impossible de les réunir ».

A notre question pour savoir si les membres de la commission travaillent à la production, on nous a répondu : « quand ils en ont le temps, puisqu'ils sont très occupés par l'organisation de la production, la gestion, etc... »

L'Institut de la Réforme Agraire a consenti également des prêts, remboursables sans intérêt. Les salaires sont les mêmes que dans la première ferme, mais les écarts entre ceux-ci ne sont pas remis en cause.

A notre avis, cet exemple est significatif d'une occupation dirigée par le syndicat des travailleurs agricoles, qui comme on le sait, à Beja, est majoritairement révisionniste. Il nous a paru que la commission dirigeait les travaux de la ferme, sans jamais consulter les travailleurs.

L'homme qui nous a reçu se comportait comme un chef ; il distribuait le travail aux ouvriers qui venaient le voir dans son bureau. Nous avons ensuite échangé quelques mots avec des ouvriers, qui n'avaient pas l'air d'être aussi satisfaits de la situation ; même un ouvrier, arborant un Tee Shirt à l'effigie du PCP ; nous disait qu'il n'était pas satisfait.

politique

en bref..

DES CREDITS POUR L'ARMEE

Hier matin, Bourges a annoncé les mesures budgétaires qu'il allait prendre pour l'armée. Tout d'abord, il veut établir le moral des cadres de l'active; moral entamé, à la fois par les attaques que lui ont portées les jeunes soldats, tant à Drâguignan qu'à Karlsruhe en entrant en lutte, que par l'absence des champs de bataille qui activent les médailles et donc la promotion. Pour leur redonner de l'enthousiasme et un peu de poids, Bourges va augmenter les officiers et les sous-officiers. Ce n'est pas la crise pour tout le monde! Le tout va se chiffrer à 2 milliards de francs.

Le deuxième volet de sa déclaration a porté sur le climat chez les appelés. Le ministre a précisé que, pour préserver l'intégrité et l'unité du contingent des menées politiques «venant d'ailleurs, selon lui, de l'extérieur», toute activité politique et syndicale restait interdite... à l'intérieur des casernes!

Il ne voit pas, d'autre part, pourquoi les appelés seraient mécontents puisqu'il a pris des mesures en leur faveur (voyage gratuit, amélioration des loirs et des repas, etc...) qu'il juge suffisantes.

Gageons que les jeunes soldats vont bien vite le démentir!

LA JUSTICE SEVERE DE LECANUET

La patronne d'une conserverie vient d'être frappée d'une peine sévère. A la suite d'un accident de travail qui a coûté une amputation d'un bras à une ouvrière, la patronne de l'établissement a été condamnée à15 jours de prison AVEC SURSIS et... 1 000 F d'amende.

Fallait-il que cette ouvrière se fasse amputer des deux bras pour que la patronne soit condamnée à de la prison ferme? Merci M. Lecanuet, on voit contre qui s'exerce votre «justice sévère».

LES RESPONSABLES SYNDICAUX A L'ECHELLE DES SONDAGES!

Un nouveau sondage. Cette fois-ci, ce sont les responsables syndicaux qui sont sur la sellette. La «préférence» des français s'établirait de la manière suivante: 15 % pour Bergeron (FO), 14 % G. Ségué (CGT), 17 % E. Maire (CFDT), 4 % Nicoud, 3 % Ceyrac (CNPF), le reste sans opinion!

Une nouvelle tentative de manipulation de l'opinion des travailleurs.

Bergeron en tête, cela n'a rien pour nous étonner. Il a été aussi le premier à être reçu lundi à Matignon, par Chirac. Il s'agit bien de mettre en avant le représentant du syndicalisme «sage», de «collaboration de classe avouée», prompt à faire sien le point de vue du gouvernement. De toute façon, de Bergeron, Ségué, Maire, qu'est-ce qui peut bien les différencier: nullement la remise en cause du capitalisme, mais les différentes manières d'engager la concertation «pour trouver une solution à la crise!»

A PROPOS DU DÉBAT SUR L'IMPOT FONCIER

interview d'Alain Lipietz

(Auteur de «le tribut foncier urbain»)

Alain Lipietz, auteur du livre «le tribut foncier urbain» aux éditions Maspéro, militant marxiste-léniniste membre de l'O.C. G.O.P. (née de la fusion dimanche dernier du PDUP et de PLC), a bien voulu accorder une interview au «Quotidien du Peuple» sur la loi foncière actuellement discutée à l'Assemblée Nationale.

«Le Quotidien du Peuple»: «Le projet de loi foncière de Galley ne fait pas l'unanimité dans la bourgeoisie y compris au sein même de la majorité. Que recouvrent ces divisions?»

Alain Lipietz: «C'est une très vieille affaire. Pour la comprendre, il faut remonter jusqu'à la Révolution bourgeoise de 1789, c'est sur la question de la petite propriété que la bourgeoisie a noué ses alliances avec la petite bourgeoisie et les paysans. On peut dire que la petite propriété est le ciment idéologique de cette alliance. Lors de la Commune, la bourgeoisie a rallié la paysannerie et les petits propriétaires contre le prolétariat sur la base de la défense de la petite propriété. Cette alliance que la bourgeoisie devait préserver car elle assurait sa domination contre le prolétariat a eu pour effet sur le plan économique de freiner le développement du capitalisme industriel qui remet en cause la petite propriété au profit du capitalisme industriel. Ce n'est véritable-

ment qu'après la Libération, que c'est fait le développement industriel accompagné de l'exode rural. Avec la perte de ses colonies, l'impérialisme français a dû accroître ses investissements dans la métropole. Cette nouvelle politique nécessitait de remettre en cause la petite propriété et donc les alliances de classe qu'elle permettait. Il y a eu plusieurs tentatives dans ce sens qui ont toutes échouées. (projets de Pisani et de Chalandon). L'échec du projet Chalandon a été le premier échec du modèle de nouvelle société proposée par Chaban-Delmas qui reposait à la fois sur l'alliance avec la petite bourgeoisie moderne, et sur la paix sociale: contrats de progrès. Le développement de la lutte de classe avec les grandes luttes des O.S. a balayé ce projet. La bourgeoisie monopoliste doit choisir entre deux possibilités: maintien

de l'alliance avec la petite bourgeoisie archaïque avec les freins que cela comporte pour le développement industriel ou la conclusion d'une nouvelle alliance avec la petite bourgeoisie moderne, et le risque de mécontenter la petite bourgeoisie archaïque qui est son plus fidèle soutien.

Après les échecs de Pisani et de Chalandon, Giscard doit aujourd'hui choisir: ou bien il se donne un masque libéral en allant dans le sens d'une atteinte au droit de propriété et fait une loi qui permet à la bourgeoisie monopoliste d'exproprier au moindre prix, soit il cède à la petite bourgeoisie archaïque. C'est dans ce sens qu'il a opté. L'impôt foncier de Fanton qui allait dans le premier sens a été écarté. Le projet Galley modifie en fait peu de choses, c'est le projet qui va le moins loin.

Le capital financier qui est également un grand propriétaire foncier a toujours été très réticent sur les projets de réforme foncière. Actuellement, ses intérêts en tant que capitaliste industriel ne l'emportent pas sur ses intérêts de propriétaire foncier, en raison de la crise, il a donc tout intérêt au rejet de l'amendement Fanton.

Le Quotidien du Peuple: «Comment analyser les propositions de la gauche qui se dit favorable à l'impôt foncier et à la municipalisation des sols ou la nationalisation?»

Alain Lipietz: «La bourgeoisie social-démocrate s'est toujours montrée favorable à la nationalisation ou à la municipalisation des sols à bâtir. Il ne s'agit pas d'une mesure socialiste mais du transfert à un Etat contrôlé par le Grand Capital de la propriété du sol. Rocard est le représentant le plus achevé de ce courant. C'est l'agent dans le mouvement ouvrier de l'alliance entre le Grand Capital et les nouvelles couches salariées.

Le Quotidien du Peuple: «Que va finalement changer cette loi?»

Alain Lipietz: Les conséquences seront très minimes, elle n'empêchera pas la spéculation foncière ni l'augmentation du prix des terrains. Elle ne concerne que 1,7 % des transactions. Les municipalités vont juste pouvoir écorner une petite partie des sur-profits fantastiques réalisés par les organismes bancaires.



BERLIN : les P"C" d'Europe tentent d'attenuer leurs desaccords

La réunion des partis «communistes» qui s'ouvre aujourd'hui à Berlin a pour but d'essayer d'atténuer les contradictions qui se font jour dans leur bloc révisionniste (Quotidien du Peuple d'hier).

En toile de fond à cette réunion, il y a le parti révisionniste d'Union Soviétique: il est loin en effet le temps où l'URSS était socialiste car, aujourd'hui, c'est une nouvelle bourgeoisie qui dirige ce pays. Elle a transformé le parti de Lénine en instrument policier contre le peuple russe, elle a partout rétabli le profit dans les usines et l'exploitation. Dans le monde, elle cherche à asseoir sa domination, elle se dispute avec l'impérialisme US, elle envahit la Tchécoslovaquie, fomente avec l'Inde l'invasion au Pakistan, complète en Angola, etc... Et, en Europe, il ne lui suffit plus de dominer ce qu'on appelle les «pays de l'Est»: elle veut étendre son influence politique, économique et militaire à l'Europe entière.

CONTRADICTIONS DANS LE CAMP SOVIETIQUE

Mais déjà dans «sa zone», les choses ne tournent pas rond: la Hongrie refuse de continuer, par les échanges inégaux, à se faire exploiter; la Yougoslavie capitaliste a quitté depuis longtemps l'orbite de Moscou; la Roumanie, malgré les pressions, défend fermement son indépendance nationale.

Avec les partis révisionnistes occidentaux (principalement le PCP portugais), les contradictions ne sont pas les mêmes.

L'URSS, UN BOULET A TRAINER

Tous les partis occidentaux éprouvent pourtant la même difficulté: il est de plus en plus insoutenable de prétendre, devant les masses, que l'URSS est socialiste. Les classes ouvrières d'Europe capitalistes n'ont pas oublié l'invasion fasciste de la Tchécoslovaquie en 1968; elles ont en leur sein des travailleurs venus de l'Est qui ont contribué à faire connaître la réalité de la vie du peuple dans ces pays: émigration, misère, exploitation. Les partis révisionnistes occidentaux sont donc obligés, dans leurs paroles, de se démarquer de l'URSS: «Non, l'URSS n'est pas un boulet à trainer» titrait France Nouvelle, il n'y a pas longtemps. Tous les dirigeants se trouvent obligés de clamer bien fort qu'ils sont totalement indépendants, malgré la réalité de leurs liens privilégiés (financiers et autres), avec le Parti soviétique.

On aurait du mal à les croire sur parole, même si, aujourd'hui, dans un parti comme le P«C»F, sa politique renvoie pour l'essentiel à la défense des intérêts de sa bourgeoisie. L'élection récente au bureau politique d'un individu comme Kanapa qui a fait toute sa carrière dans le P«C»F comme défenseur inconditionnel des positions soviétiques, montre que le social-impérialisme dispose, dans ce parti, de moyens pour exercer ses pressions.

LEUR STRATEGIE DE «PRISE DU POUVOIR»

Là n'est pourtant pas leur seule faiblesse. Car ils éprouvent d'abord des difficultés avec leurs tactiques différentes pour arriver à la gestion des affaires du capitalisme. PCF, PCI, PCP et PCE ont tous depuis longtemps en effet rompu avec la défense des intérêts de leurs classes ouvrières. Le PCF, par exemple, préconise le programme commun, qui se réduit à des nationalisations - mais Giscard aussi a nationalisé Berliet, l'an dernier - sans toucher au pouvoir de la classe exploitée. Ce parti appelle ouvertement les patrons à la collaboration: comme Porcu, député PCF de Meurthe et Moselle, qui dit au patron des Acieries de Russange «vous avez intérêt à ce que les travailleurs aient du travail parce qu'ils produisent de la plus-value pour vous». En Italie, le PCI va encore plus loin: il s'allie à la Démocratie Chrétienne, parti ouvertement reconnu de la bourgeoisie monopoliste, italienne, il appelle ça le «compromis historique». En Espagne, le PCE, à l'opposé des vrais communistes qui luttent pour l'insurrection, pour la révolution, préconise une alliance allant jusqu'aux Carlistes, mais sans changer l'appareil d'Etat fasciste.

Tous ces partis ont donc, chacun, des tactiques nationales de prise de pouvoir, des voies nationales variées vers le capitalisme d'Etat renforcé et ils ne veulent pas de modèle unique. D'où les divergences inévitables. Beringuer du PCI, reçoit Soares et prend position contre le PCP, pour ne

pas effaroucher la démocratie chrétienne; Marchais soutient le PCP, mais promet qu'en France, il n'y aura pas «d'affaire République». Etc...

DES DIVERGENCES SUR LA MANIERE D'EMPÊCHER LA REVOLUTION

Les divergences, on le voit, ne portent pas sur la façon de porter la classe ouvrière au pouvoir, mais au contraire, sur la manière d'empêcher au mieux la révolution. Car aucun de ces partis qui se réclament à qui mieux mieux du «communisme», ne veulent mettre en branle la force des masses pour faire la révolution, abattre leurs bourgeoisies respectives. C'est pour leurs manœuvres, pour leurs tromperies qu'ils réclament une autonomie. Et là aussi, le bât blesse car les dirigeants de Moscou voudraient bien empêcher que ne s'aggrave au sein de «leur camp», les contradictions.

LA FAIBLESSE DU CAMP DES REVISIONNISTES

Ainsi cette conférence nous apporte une nouvelle excellente: les contradictions dans les pays de l'Est ne cessent de grandir comme les révoltes populaires. Et, au sein des partis occidentaux, la faiblesse venue de la désunion s'accroît aussi. Faiblesse du camp social-impérialiste de Moscou, mais faiblesse du révisionnisme en général.

Reforme Sudreau

Ce qu'en pensent les travailleurs

REPORTAGE A PEUGEOT MULHOUSE

Après avoir vu, dans nos derniers numéros, ce que les travailleurs de Peugeot Mulhouse pensaient de leur « usine laboratoire », modèle de réforme de l'entreprise, selon « Le Figaro », nous pouvons prendre un certain recul et voir en quoi les « réformes » à Peugeot s'inscrivent en fait dans un projet d'ensemble de ses patrons. Projet qui vise, sous prétexte de modernisme, à renforcer l'exploitation des travailleurs. Les pelouses et les plates bandes devant l'usine ne sauraient cacher cela.

Justement cette usine Peugeot, située à 5 kilomètres de la ville, en pleine forêt. « 2500 arbres ont été implantés » se vante la direction. Mais ce dont elle ne parle pas, c'est du grillage qui fait de l'usine une véritable forteresse, des gardiens, de la répression syndicale.

Car derrière toutes les belles paroles, il y a 10.000 travailleurs qui s'usent aux forges et ailleurs sur la « 104 ». Venus de Belfort, de Colmar ou comme ces petits paysans que nous avons rencontré, de « Sundgrau » près de la frontière suisse, venus de dizaines d'autres pays, comme ces travailleurs immigrés qui représentent près de 30 % de l'effectif. Chaque jour, par milliers, ils arrivent, en car, « conduits de la porte de leur atelier à la porte de leur maison », ou de leur foyer », sans qu'ils aient même cinq minutes pour discuter. Aucun café, aucune maison aux alentours.

LA REPRESSION SYNDICALE

Dans ces conditions, il n'est bien sûr pas possible de distribuer de

tracts, sinon à l'intérieur. C'est ce que les sections syndicales ont fait dernièrement. Résultat : 6 délégués ont été mis à pied, de 1 à 4 jours. Oui, devant l'échec de ces « réformes » de ces tentatives de « participation », Peugeot n'a d'autre réponse que la répression. Elle se prépare à riposter aux futures grèves. Déjà, lors de la dernière lutte, un système avait permis aux CRS de rentrer dans l'usine par le train. Dès aujourd'hui, elle déclare la CFDT « Hors la loi ». La répression se poursuit jusque dans les foyers sur lesquels Peugeot a aussi la main haute. Sonacotra ne fait des affaires que dans la mesure où Peugeot lui amène des « locataires », en échange d'une certaine surveillance, de certains renseignements... Et dans les foyers la propagande Peugeot est tout aussi présente que dans l'usine.

Chaque fois qu'il y a une augmentation de salaire, Peugeot le fait savoir par notes de service ; Dès fois que les travailleurs ne s'en seraient pas aperçus !

L'EXPLOITATION DES OUVRIERS

Peugeot se vante dans ses réformes avancées « d'avoir mis en place des restaurants « qui permettent de servir jusqu'à 6000 repas ». Mais pour un besoin aussi élémentaire, Peugeot dans sa soif de profit, limite ce droit. Une ouvrière nous dira « Nous avons 35 mn pour manger, mais si à ce moment là la production n'est pas terminée, nous ne mangeons pas ; de nombreuses pressions sont fai-

tes sur les travailleurs immigrés ».

Une autre « amélioration sociale » chez Peugeot, concerne la circulation dans les ateliers. Avant, il était possible de se déplacer cinq minutes et les ouvriers étaient payés. De nouveaux bons vont être faits et les travailleurs ne seront plus payés. Enfin, alors que les cadences augmentent, les salaires sont déplorables. Un bon moyen de sous-payer les ouvriers : les jeunes qui rentrent avec un CAP (ils ne sont pas reconnus par Peugeot, encore une réforme révolutionnaire) sont « Jeunes professionnelles » avec un an d'essai où ils sont OSI

puis une deuxième année d'essai où ils sont OSI2, les salaires étant baissés d'autant.

Enfin les OS étaient classés OS1 - OS2 ; maintenant, il y aura les F1 - F2 - F3 « C'est pour mieux diviser » nous dira-t-on.

Non décidément, rien de très nouveau chez Peugeot, s'il est à l'avant garde, c'est bien pour l'exploitation des ouvriers. Aujourd'hui, les nouvelles formes d'exploitation introduites par Peugeot et d'autres n'empêcheront pas les travailleurs de rejeter de plus en plus massivement ce système.

Richard FEUILLET.

25 000 arbres ont été implantés.



le peuple au quotidien

— « Assieds-toi... Tu veux du café ? c'est la seule chose que j'ai à t'offrir... »

Sur la table, quatre ou cinq melons, des petits charentais ; ils sentent bon.

— « Tu fais des melons ? »

— « Il faut bien si je veux en manger... Tu vois, celui-là, je le payerais 500 Francs chez l'épicier ; c'est au dessus de mes moyens... »

— « Ils viennent bien ici ? »

— « Difficilement. Je suis le seul à en faire dans le coin. En les soignant on y arrive. Tu sais, pour beaucoup de choses, c'est pareil ; si on les veut, il faut se débrouiller ».

Effectivement André se débrouille bien. L'ingéniosité, l'habileté dont il fait preuve en tous les domaines sont ahurissantes :

— « Tu as vu le tracteur dans la cour. Avec les bricoles que j'y ait fait dessus, il me revient à 500.000 F, et il me fera autant d'usage que ceux que les « modernisés » du coin payent 2 millions ! ».

André n'est pas un paysan « modernisé ». Jeune, il était parti travailler à l'usine, puis quand son père est mort, il y a une vingtaine d'années, il est revenu sur la propriété. Alors il a refusé d'entrer dans le circuit infernal du « progrès ». Il n'a pas emprunté ; il n'a pas « investi » ; il ne s'est pas endetté pour acheter la machine la plus « rentable ». Un choix conscient, réfléchi. Sur le buffet, une revue technique est ouverte sur un chapitre traitant des herbages.

— « Je suis prêt à te montrer, chiffres à l'appui, que sur ma propriété une vache à l'hectare me rapporte plus que deux ».

Son choix est maintenant irréversible. Aujourd'hui, il n'est plus assez « gros » pour que le crédit agricole ou une autre banque lui consentent un prêt. Il est condamné à déployer des trésors d'imagination pour s'en tirer. Il fait partie de ces paysans que l'on dit « en survie ». Beaucoup sont moins armés que lui. Leur situation, ils ne l'ont pas choisie. Ils sont condamnés à vivre d'expédients.



— « Et toi, tu t'en tires ? »

— « Ça dépend ce que tu appelles s'en tirer. Si je voulais vivre comme certains... Enfin, il faut savoir faire avec ce qu'on a. Tu sais, il y a des tas de choses qui ne sont pas nécessaires... »

André pourrait râler parce qu'il n'a chez lui ni salle d'eau, ni chauffage central, ni machine à laver, ni cuisine moderne. Aucune des commodités courantes. Il serait facile de faire un émouvant tableau de sa « pauvreté ». Cela ne lui plairait pas du tout. Ce qui le révolte, c'est que tout le travail qu'il fournit lui permette tout juste de vivre. Levé tous les matins à 6 heures, il lui faut deux heures pour traire, s'occuper des animaux, du lait, de l'écurie, des mille choses à faire. De 8 h à 18 h, mise à part l'heure du repas de midi, il travaille dehors. A nouveau 2 h de travail à la ferme et sa journée moyenne est terminée : treize heures, quatorzes

LA JOURNEE D'UN PETIT PAYSAN

de boulot, sans dimanche, sans vacances... Cela profite à qui ?... La coopérative laitière trouve toujours de bonnes raisons pour lui payer le lait au plus bas prix.

— « Tu sais leur dernière trouvaille ?... Ils nous font payer les analyses quotidiennes du lait... Les aliments pour les animaux ne cessent d'augmenter mais le chatelain d'à côté, un ponte de la copé, en reçoit des camions gratuitement, soit disant pour les expérimenter... »

André sait qu'il vit chichement, non parce qu'il ne travaille pas assez, non parce qu'il travaille mal, mais parce qu'il est exploité...

« C'est pire encore pour les ouvriers agricoles. Dans la région, la plupart ont un salaire déclaré de 80.000 anciens francs mais certains patrons le leur en donnent que 50... A côté, il y en a un qui a réclamé. Il a dit au patron : j'ai droit à mon dimanche. Finalement le patron lui a dit « oul » mais à condition qu'il avance le samedi soir, le travail du dimanche et qu'il termine le lundi ce qui n'a pas été fait la veille. Il a son dimanche mais il travaille comme un dingue le samedi et le lundi ! ».

André se sent plus près de ces ouvriers agricoles que de ses voisins « modernisés ». Il parle volontiers de leur situation, comme si leur condition livrait l'explication de la sienne.

— « Comme moi, ils ont le problème des quelques mille francs qui manquent pour boucler le mois ou acheter une paire de chaussures. Les modernisés, eux c'est surtout la question de leurs ennuités au Crédit Agricole ou à la banque qui les tracasse... ».

Il ne les envie pas, ces modernisés. Il en a vu plusieurs, dans le

canton, faire la culbute, ces dernières années.

— « Tiens au village d'à côté, il y a un gars qui est venu s'établir. Il a emprunté pour acheter la terre, emprunté pour acheter le matériel. Les conseillers lui ont dit : faites du maïs, c'est rentable. Il a tout mis en maïs. Il y a eu la sécheresse. Les conseillers lui ont dit : il faut arroser. Il a encore emprunté pour acheter la pompe, les tuyaux, les tonneaux. Un bon paquet d'argent. Avant que tout ce matériel soit bien en place, son maïs était au trois quart rôti... Je ne sais pas comment il va s'y prendre pour continuer... Un de plus ! ».

Au fond, ces « modernisés » ruinés ou en voie de l'être sont victimes du même mal qu'André mais différemment. André le sait. Il participe à des actions qui ne concernent pas directement un travailleur comme lui. Il le fait parce qu'il sait que l'ennemi est le même mais il souffre de son isolement :

— « C'est tellement difficile ; il faut tellement se débrouiller tout seul, pour tout, tirer le maximum du peu que l'on a, que tu en arrives à penser : chacun pour soi... Et puis les paysans comme moi sont âgés ; leurs gosses sont partis ; ils se replient sur eux mêmes. Tout s'acharne à nous montrer que nous sommes une race d'hommes en voie de disparition... ».

André dit que son isolement est la chose la plus pénible de sa vie, beaucoup plus que son manque de moyens financiers. André sait qu'il ne doit pas capituler. Il sait que son combat est nécessaire, décisif. André cherche des camarades.

J.C.D.

en bref..

140 000 chômeurs de plus

Le nombre de chômeurs a officiellement augmenté de 140 000 pour le mois de septembre. D'après les comptes du gouvernement, il y aurait actuellement 937 000 chômeurs, c'est-à-dire 75 % de plus par rapport à septembre 74. Ces chiffres déjà énormes sont pourtant bien au-dessous de la réalité. Selon les syndicats, il y a en effet au moins un million et demi de chômeurs. Il faut aussi ajouter les nombreux travailleurs soumis au chômage partiel, encouragé par l'Etat. Et encore tous ceux qui, parmi les travailleurs immigrés, ont vu leur contrat de travail non renouvelé : chez Peugeot et Citroën, 15 000 travailleurs en un an !

Aujourd'hui, c'est près d'un travailleur sur dix qui est frappé par le chômage, total ou partiel, qui doit vivre avec des indemnités squelettiques. Car les fameux 90 %, c'est tout juste 5 % des chômeurs qui les touchent.

réparation gratuite !

Les travailleurs des cinq garages de Lorient sont en grève depuis le 5 octobre. Avec leur syndicat CFDT, ils exigent une augmentation de 6 %, 800 F de prime de fin d'année, et la diminution du temps de travail sans perte de salaire. Devant le refus des patrons, ils ont occupé le garage Simca, puis le garage Citroën, et décidé de faire des réparations gratuites. Voyant l'ampleur du mouvement et la détermination des grévistes, patrons et autorités du département ont dû ouvrir les négociations.

lock-out a Laving-Glances

Dans Ouest-France, vient de paraître une publicité de la direction de « Laving-Glances ». Prenant prétexte de déprédations commises aux locaux de l'Agence de Rennes, la direction annonce ainsi le lock-out.

Les employés de l'Agence de Rennes sont en grève depuis plus de trois mois. leurs principales revendications :

- augmentation de 0,50 F de l'heure pour tous et 13^e mois,
- réintégration des 2 grévistes licenciés.

Passant totalement sous silence la grève des employés, la direction ferme l'Agence « en vertu de la destruction de l'outil de travail ». Une destruction qui tombe, pour le moins, à pic...

la SNCF et les trusts

M. J.J. Burgard, secrétaire général de la SNCF, notant une baisse de 20% sur le trafic marchandises, désirerait une aide supplémentaire de l'Etat et déclare : « Si les contributions financières de l'Etat à la Société Nationale sont considérables, elles ne sont que la rémunération des services rendus à la collectivité, ou la compensation de charges qui lui sont imposées. » Il faut entendre bien sûr, par collectivité, la collectivité des trusts. Il est vrai que Renault, Michelin... n'ont pas à se plaindre des tarifs qui leur sont imposés : des trains entiers circulent pour trois fois rien. Mais pour compenser la baisse du trafic, M. Burgard a déjà pris des mesures : réduire d'environ 4.000 unités, dans un premier temps, les effectifs actuels. Non remplacement des départs et démissions. Cela, alors que les chemins des dépôts, d'entretien et du service exploitation ne cessent de réclamer l'augmentation des effectifs.

L'ABAISSEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE POUR 1980 ?

Nous publions la suite de l'interview d'un délégué du C.E.A.

QDP. Pourquoi le silence des organisations syndicales sur le Département des Applications Militaires (DAM).

Réponse : D'abord parce que dans le cadre unitaire de l'inter-syndicale, on ne pouvait aborder le problème que sous l'angle des licenciements. D'autant que la CGT et la CGC étaient d'accord pour garder la D.A.M. tel que. A la CFDT, on est pour qu'il n'y ait pas de licenciements, surtout que s'il y en avait, ce seraient les travailleurs qui partiraient, et non les militaires en détachement au CEA (ils seraient recasés ailleurs). Par exemple, au siège social, où sont déjà la moitié des effectifs, ils forment un appareil tentaculaire et parasite... En fait les conséquences d'une restructuration du D.A.M., ce seraient des licenciements pouvant aller jusqu'à 1600 personnes. En fait ce seraient souvent des licenciements indirects, les mutations du D.A.M. à d'autres secteurs du CEA entraîneraient le vidage de travailleurs des entreprises extérieures sur Fontenay ou Saclay.

QDP. Quelle est l'attitude adoptée par les travailleurs de ce département vis-à-vis de leur fonction ?

Réponse : Ils ne savent que peu de choses, chacun étant très spécialisé. Pourtant, l'essentiel a été publié dans des revues scientifiques. De toutes manières, le fait de travailler au DAM, c'est clair : C'est un travail de destruction militaire. Le problème, c'est qu'on leur dit que leurs recherches sont dirigées contre un « ennemi extérieur », alors qu'en fait, c'est « l'ennemi intérieur » la classe ouvrière et le peuple qui sont visés. Seulement, quitter le DAM c'est, pour certains perdre près de la moitié du salaire. En plus, la direction avance l'argument des emplois créés. Du point de vue idéologique, il y a tout un système pour rendre les gens « responsables », « créateurs ». Pour lier les mains à beaucoup, le pouvoir instaure une mentalité technicienne, abstraite, et une espèce de hiérarchie de compétence, avec des chefs pour chaque expérimentation. Sans compter qu'au CEA, on croit souvent ne pas travailler pour le militaire, alors que toutes nos données aboutissent peu ou prou, qu'on ou non au D.A.M. aux implications militaires. C'est pourquoi c'est dur de secouer les mentalités. Ceux qui viennent à la lutte aux côtés des ouvriers, dans ces conditions, sont souvent de très bons militants pour qui se syndiquer, c'est déjà affronter à coup sûr la répression.

Interview réalisée par Stéphane Reynal

800 tonnes de pommes jetées dans la Durance

2500 tonnes de pommes ainsi détruites « pour redresser les cours ». On prévoit déjà la destruction de 10 tonnes de choux-fleurs... hier, 3 tonnes de sardines ont été détruites...

Ces pommes achetées 0,33 F le kg aux producteurs, nous les retrouvons, pour les moins chères, à 2,90 F le kg sur nos marchés.

Les raisons invoquées officiellement pour de telles destructions : les conditions atmosphériques à l'origine de la surproduction et surtout « la conjoncture actuelle ne permet pas un développement de la consommation » ! Finalement quel est le véritable responsable de ces destructions : le beau temps, ou l'anarchie de la production capitaliste.

ET POURTANT ON FAIT GRAND TAPAGE AUTOUR DE CE PROJET :

« les travailleurs manuels seront les principaux bénéficiaires » déclare Ceyrac.

On ne nous a pas habitués à autant de sollicitude. Mais, dans un certain sens, Ceyrac dit vrai. Effectivement à Berliet, Thomson-Brandt, Poclair, dans la sidérurgie, des milliers de travailleurs sont mis à la retraite avant 65 ans. Mais c'est de pré-retraite ou de retraite anticipée qu'il s'agit, et pour ces camarades, cela veut dire des pertes de salaire énormes allant de 30 à 50 % (avec les primes). Voilà un moyen de licencier qui ne coûte pas cher aux patrons, puisque ce sont les ASSÉDIC et le fonds national de l'emploi qui payent. On comprend mieux, dès lors, pourquoi ce qui était hier simpliste ou irréaliste fait aujourd'hui l'actualité.

Mais ce dont Ceyrac ne parle pas, et pour cause, c'est du sort que le capitalisme réserve aux vieux travailleurs.

Combien arrivent à la retraite ? Quand l'espérance de vie est de 64 ans, en moyenne pour les ouvriers, quand près des deux tiers des retraités touchent moins de 1000 F par mois, on est en droit de poser des questions, d'exiger des comptes.

Sans parler des hospices ou des « maisons de retraite », où les vieux travailleurs n'ont d'autre perspective que la mort qui viendra les frapper dans leur solitude. Non, les mesures annoncées n'ont rien à voir avec un

quelconque « intérêt porté aux travailleurs manuels ». Pour les capitalistes, il s'agit avant tout de camoufler le chômage, les licenciements qui se multiplient. Camoufler et non réduire le chômage, contrairement au mot d'ordre des confédérations syndicales « Mieux vaut des retraités que des chômeurs ».

Non seulement une telle revendication passe totalement sous silence le sort réservé aux vieux travailleurs sous le capitalisme, mais surtout elle se place d'emblée dans la logique de ce système pourri, laissant supposer que les mises en retraite résoudraient le chômage. En réalité, si les patrons licencient aujourd'hui en priorité les vieux travailleurs, c'est précisément parce qu'ils n'ont pas l'intention de réembaucher. D'ailleurs dans bon nombre de secteurs l'embauche est fermée depuis des mois. Ce mot d'ordre est bien dans la suite logique des propositions des directions syndicales réformistes et révisionnistes, de proposer des « solutions » à la crise. Déjà, ils se préparent à « mieux gérer ». Mais mieux gérer quoi ? Sinon le capitalisme en crise ?

C'est pourquoi dans nos luttes, c'est sur le mot d'ordre de « pas un seul licenciement » que nous nous battons, c'est pourquoi nous exigeons le droit au travail pour tous et le droit au repos pour les vieux travailleurs, à 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes.



Quelques Statistiques... (Sources : INSEE)

- L'espérance de vie qui est de 72 à 74 ans pour les professions libérales est de 65 à 67 ans pour les ouvriers, de 59 à 62 ans pour les manœuvres.
- Les deux-tiers des plus de 65 ans touchent moins de 1.000 F. par mois.
- La hiérarchie des retraites est plus importante que celle des salaires.
- Du fait même qu'ils sont rentrés dans la vie active plus tôt, les ouvriers cotisent plus longtemps que les cadres. Mais comme leur espérance de vie est plus courte ils récupèrent qu'une faible partie de leurs cotisations.
- Si les retraites ont été augmentées de 6,3% au 1^{er} janvier 1975, l'augmentation des prix, a été de plus de 18% en 1974 (indice CGT-INSEE).

les cars de ramassage : le profit avant la sécurité

Sur tout le territoire, en 4 jours près de 23.000 cars scolaires ont été contrôlés. Résultats : Près du tiers des véhicules étaient en infraction : 460 cas de « surcharge notoire », 130 cas de pneus lisses. Bien, pourrait-on dire. En réalité, qu'est-ce que cela va changer, fondamentalement ?

Les cars vont-ils être plus nombreux, pour éviter les surcharges ? Les compagnies de transport vont-elles être contraintes à respecter la sécurité ? Voyons un peu à tel endroit, c'est le chauffeur qui a payé, ailleurs les compagnies font tout pour que les enfants prennent les bus payants.

Alors, assez de démagogie. En dix ans, le nombre des enfants transportés par ce genre de bus a presque triplé. Qui ferme les écoles dans les villages ? Qui rend ces transports nécessaires ? Ce n'est pas aux enfants de payer de leur vie cette politique ! Pour les trusts, des transports presque gratuits, pour les enfants des travailleurs, des guimbarde surchargées qui engraisent les compagnies.

Poniatowski fait grand bruit autour de ces mesures démagogiques. Il voudrait faire croire qu'il s'occupe de nous. Mais hier encore, près du Creusot, un car transportant des travailleurs était accidenté : un mort, 17 blessés. C'est tous les gens du peuple qui en ont assez de faire jusqu'à 200 km, dans ces conditions, pour aller au travail, comme à Berliet, ou à Peugeot. Ces heures de fatigue supplémentaire, ce danger permanent, est-ce que Monsieur Poniatowski envisage de le régler aussi en condamnant des chauffeurs, en faisant aller les ouvriers à pied ? Là encore, c'est toute l'organisation de la société capitaliste qui doit être remise en cause. A nous d'imposer des transports corrects, le temps de transport payé comme temps de travail !

Vaux-le-Penil

D.D. prof. au CET féminin de Vaux le Penil (77) : « Depuis que Poniatowski, en bon démagogue, a décidé de faire faire des contrôles sur le nombre d'élèves dans les cars scolaires, c'est la pagaille ! Les flics arrêtent les bus, font descendre les élèves en trop, qui n'ont plus qu'à se débrouiller pour rentrer chez eux, ou aller à l'école. Dans cet autobus où nous étions 102,55 (chiffre maximum de passagers) sont restés, les autres ont fait 6 ou 7 km à pied... »

Bien sûr, les surcharges sont dangereuses. Mais les « Autobus Artésiens », compagnie qui assure les transports scolaires, n'ont qu'à res-

pecter leurs engagements, c'est-à-dire transporter tout le monde, en respectant les consignes de sécurité. Au lieu de cela, ils ne pensent qu'à limiter leurs dépenses, et c'est pour cette raison qu'ils refusent de mettre de nouveaux cars en circulation. Encore une fois, le profit capitaliste passe avant la sécurité.

Déjà une Assemblée Générale s'est tenue ce matin, et dès lundi, s'il n'y a pas d'amélioration, nous envisagerons une manifestation devant l'agence des Autobus Artésiens à Béthune.

Corr. Béthune (UCJR)

De nos correspondants

Melun

Ce matin, une trentaine de nos élèves sont montés à pied, de la gare de Melun à leur CET (3,5 km). Depuis des années, les professeurs et l'administration du CET protestent contre les conditions désastreuses faites à nos élèves par les cars scolaires de la CGEA. En réponse, de vagues promesses.

Et depuis la rentrée, on voit le matin, 80, parfois 100 élèves et plus, entassés dans un car vétuste de 50 places, plus d'une dizaine d'entre eux restant debout entre le premier rang de sièges et le pare-brise !

Nous ne pouvons accepter que l'on joue ainsi avec la sécurité de nos élèves, des enfants. Mais, cette fois-ci, devant nos protestations, la CGEA et la police ont réagi à leur façon.

On nous a dit ce matin, qu'un chauffeur, arrêté par les flics avec un car scolaire en surcharge, a eu droit à 300 F d'amende, et six mois de retrait de permis. Le retrait pour un chauffeur, on sait ce que ça veut dire.

Mais où sont les vrais coupables ? Certainement la CGEA qui, pour augmenter ses profits, refuse de nous attribuer un deuxième car.

Réaction de la CGEA : ordre formel au chauffeur de refuser les élèves en surnombre, et de les diriger vers les lignes de bus régulières. Non contents de faire du profit sur le dos des chauffeurs et de risquer la vie des enfants des travailleurs, la CGEA voudrait qu'ils utilisent ses bus payants, alors qu'ils ont la carte scolaire.

Partout les compagnies font d'immenses profits sur les transports scolaires. Mettons en évidence ce scandale. Nombreux et déterminés, nous imposerons notre droit. Et si la négligence criminelle des compagnies de cars entraîne des accidents pour nos enfants, pas un de nous n'acceptera de croire à la thèse de la fatalité !

élections professionnelles à Blaupunkt

Caen, au collège ouvrier, la CFDT s'est menée la lutte en juin-juillet pour les salaires a remporté 51 % des voix. Lors de l'élection du président du Comité d'Entreprise, la direction de la section CGT a préféré faire alliance avec la CGC et la CFTC (section créée pendant la grève pour la briser) plutôt que de laisser élire un délégué CFDT. Pourtant, la direction qui n'a pas digéré d'avoir lâché les 85 % du 13^e mois en juillet s'est juré de liquider la section CFDT. Le délégué syndical Jacques Girard a déjà été licencié.

dans un prochain article compte-rendu d'une discussion avec des délégués

bloc-notes

UNE LECTRICE NOUS ECRIT :

Il me semble important de donner aux travailleurs la possibilité de connaître leurs droits et aussi de mieux comprendre ce réseau de mesures et de lois que le législateur complique à souhait, afin de se mobiliser pour l'application de cette loi bien souvent méconnue. Nécessité d'une analyse minimum.

Je note, par exemple, des sujets à traiter :

- possibilité d'allongement de la durée de versement des allocations de chômage du régime complémentaire des ASSEDIC.
- extension du bénéfice de prestations en nature de certaines catégories de jeunes et à des personnes éprouvées par un événement familial (parmi ceux-ci les jeunes qui n'ont jamais travaillé).

Il faut bien voir que ces mesures ne sont pas innocentes, et qu'il est aussi intéressant de chercher un minimum d'explication à ces différentes modifications légales qu'il faut restituer dans le contexte social et politique actuel ; il paraît intéressant de bien voir ce qu'il y a derrière tout cela et contrairement à ce que veut faire croire la bourgeoisie, la loi si elle change, ce n'est pas dans l'intérêt des travailleurs.

Il serait intéressant d'étudier dans la période actuelle, par exemple, le problème de la loi d'orientation sur les handicapés qui va certainement changer l'état actuel des choses.

D'autre part, aucun article n'a été fait au moment où Ponia a fait revenir le conseil de Paris sur la décision d'attribuer 1200 F aux personnes âgées.

Ceci n'est que propositions. Pour être compréhensibles, les deux mesures nouvelles de cette semaine doivent être explicitées plus clairement. Je dispose d'un minimum d'éléments. Vous intéressent-ils ?

Bien sûr, ces éléments nous intéressent. Il faut que nous prenions contact et que nous traitions ces questions ensemble.

Pour que le bloc-note réponde réellement aux questions juridiques qui se posent, il faut que les propositions comme celles que nous fait cette lectrice se multiplient.

Ecrivez-nous et envoyez-nous des suggestions plus nombreuses encore.

AUX DOSSIERS DE L'ECRAN, MARDI SOIR

une émission de diversion contre les femmes

Traiter les sujets brûlants, la télévision sait le faire ; c'est même l'occasion d'une bataille entre les chaînes. Lundi soir, on a vu comment IT 1 s'y est pris avec l'Espagne ; Mardi, Antenne 2 a diffusé dans le cadre des DOSSIERS DE L'ECRAN, une émission contre les femmes.

L'émission n'était pas consacrée à la double journée de travail ni aux cadences particulièrement dures imposées aux postes de femmes. On a parlé de la femme « commestible » mais pas pour caractériser le fait que les patrons sont particulièrement avides de l'aptitude des ouvrières dans les travaux qui exigent de la minutie. Quand les questions de l'idéologie (comment la femme est considérée, etc.) ont été abordées, c'était pour dire que c'est dans la nature de l'homme, et pas dans l'intoxication qu'orchestre la bourgeoisie depuis l'école. Des luttes que les femmes ont menées à CIP-Bailleul, GRANDIN, il n'en a pas été question.

L'émission visait à dévier, à calomnier le mouvement de révolte profond qui se développe chez les femmes du peuple.

« SI ELLE S'AIME, LA FEMME PEUT NE PAS ÊTRE MALHEUREUSE »

Bien que leur appartenance de classe ait été soigneusement gommée au profit de l'étiquette neutre de téléspectatrices, dès qu'elles ont commencé à parler, les invitées ont révélé dans quel camp elles se trouvaient. Sabatier, féministe de salon, était là aussi mais il n'est intervenu que pour proposer la transformation du service militaire en cours d'art ménager. Le problème de la femme, ce serait une question de psychologie, pas de politique. Et en psychologie, l'écrivain de St Pierre s'y connaît, c'est un réactionnaire notoire ; mais il faut reconnaître que le plus beau spécimen en la matière nous a été fourni par le psychanalyste -femme- venue nous enseigner la vérité. « La femme est malheureuse parce que c'est dans sa nature, il faut qu'elle apprenne à se surmonter elle-même, il faut qu'elle s'aime. » Toute la discussion a

tourné sur la question de savoir comment arracher aux hommes et à soi-même l'indépendance (psychique bien sûr) qu'il est nécessaire d'avoir pour être heureuse.

Et une « téléspectatrice » invitée, de dire « Moi, quand mon mari m'a plaquée, j'étais toute perdue, (ce qui prouve bien qu'on n'est pas libre) ça a été dur, mais après un temps, j'ai appris à sortir, à penser toute seule et maintenant tout va bien ». La représentante du MLF n'était pas tout à fait d'accord et ses attaques contre la société phallocratique ont provoqué de vives réactions chez une autre qui, elle, se trouvait tout à fait heureuse en femme dépendante. Notons qu'elle a tout de même précisé qu'elle n'avait aucun problème d'argent. La question du travail a été tout de même abordée mais comment ! Pour témoigner des bienfaits du travail libérateur nous avons eu droit au témoignage d'une femme... ingénieur !



Les remarques timides qu'a fait Geneviève Laot chargée de la Commission Femme de la CFDT sur le fait que les problèmes ne sont pas les mêmes dans la classe ouvrière, n'étaient pas de taille endiguer le flot de caquetages réactionnaires déversés tout au long du débat.

Faut-il faire ou non la guerre à son mari, faut-il puiser en soi la force nécessaire à être heureuse, c'est là la direction donnée et la réflexion que cette assemblée a voulu nous imposer. Une manière de voir significative de la façon dont la bourgeoisie s'entend pour poser le problème des femmes et tenter de faire diversion aux questions qui se posent et aux luttes qui s'engagent sur ce front.

télévision

programme

JEUDI 9 OCTOBRE

TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS DELEUSIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS
- 21 h 25 - SATELLITE « Portugal : l'affrontement ! »
- 22 h 20 - ALLONS AU CINÉMA
- 22 h 50 - JOURNAL

A 2

- 18 h 00 - LES APRÈS-MIDI D'ANTENNE 2
- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LE CERCLE ROUGE
- 22 h 00 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE...
- 23 h 15 - JOURNAL

FR 3

- 18 h 55 - TITRES DU JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - INFORMATIONS
- 20 h 00 - ALTITUDE 10 000
- 20 h 30 - « IL FAUT MARIER PAPA »
- 22 h 30 - JOURNAL

VENDREDI 10 OCTOBRE

TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS DELEUSIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 35 - AU THÉÂTRE CE SOIR « Quelqu'un derrière la porte »
- 22 h 30 - JOURNAL

A 2

- 18 h 00 - LES APRÈS-MIDI D'ANTENNE 2
- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE
- 21 h 30 - APOSTROPHES
- 22 h 35 - LES POUPÉES DU DIABLE
- 23 h 45 - FLASH JOURNAL

FR 3

- 18 h 25 - ÉMISSION ALSACIENNE
- 18 h 55 - TITRES DU JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
- 21 h 20 - MAIS C'EST DE L'HOMME QU'IL S'AGIT
- 22 h 05 - JOURNAL

feuilleton

memoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

résumé

Aux journées d'insurrection de juin 1848 succède une répression féroce contre le peuple.

Malgré cet avis, je restai ; quelques minutes plus tard, un éclat de pavé lui fracassait la tête ; je me trouvais au milieu mais au pied de la barricade ; les éclats de pavé pleuvaient sur nous. Bientôt il n'y eut plus debout que cinq à six combattants ; l'un d'eux me cria de me retirer, les troupes se disposant à donner l'assaut.

En rentrant dans mon quartier, je vis la barricade de la rue Ménilmontant sur le bord du canal ; elle n'avait plus que trois défenseurs. Un pharmacien de la rue Popincourt qui avait fourni de la poudre aux insurgés, fut fusillé immédiatement après la prise de la barricade ; un combattant qui venait de recevoir

une balle en pleine poitrine, s'écria : je suis touché ! Il porta la main à sa blessure, fit une cinquantaine de pas comme pour rentrer chez lui, s'affaissa pour ne plus se relever.

Enfin j'étais de retour chez moi ; toutes les portes et persiennes des maisons étaient fermées. Peu de temps après, la barricade qui barrait la rue fut prise ; ses défenseurs avaient été obligés de l'abandonner faute de munitions. On entendit bientôt retentir des coups de crosse à la porte d'entrée ; le concierge alla ouvrir ; les soldats se précipitèrent en foule dans la cour, regardant à toutes les fenêtres pour s'assurer qu'il n'y avait pas une tête à abattre ; puis ils procédèrent aux perquisitions. Deux officiers les commandaient. L'un d'eux, vêtu d'une capote brune paraissait être un officier supérieur de l'artillerie ou du génie ; l'autre à la barbe et aux cheveux très rouges était capitaine au 70^e de ligne.

Ce dernier voulait tout fusiller ; il excitait ses soldats, furieux de ce que ces brigands d'insurgés avaient tué son cuisinier. L'officier en capote le calma après avoir conféré quelques instants avec lui. Cet officier supérieur âgé d'environ 50 ans, avait des manières affables et une physionomie distinguée. Il se fit accompagner de deux soldats et disait aux locataires de la maison : « Je ne suis pas venu ici pour fouiller dans vos meubles, mais seulement pour contrôler vos armes. C'est votre droit d'en avoir puisque vous appartenez à la Garde nationale ; mais il faut qu'elles soient en bon état ».

Tout le monde avait la fièvre ; les femmes croyaient qu'on allait fusiller leurs maris ; mais les bonnes paroles de cet homme dissipèrent les craintes qu'on avait conçues. Personne ne fut arrêté dans la maison, cependant il y avait eu là des combattants comme ailleurs,

mais tout dépendait de l'officier. Au n°10 il n'en fut pas ainsi, presque tous les hommes furent passés par les armes ou déportés sans jugement. Les arrestations se succédèrent sans interruption pendant deux mois ; c'était un spectacle navrant pour les familles de voir emmener leurs chefs pendant la nuit sans espoir de retour.

Des soldats postés au coin des rues vérifiaient les mains des passants, avec ordre de fusiller ceux qui avaient les mains sales ou noircies par la poudre ; c'était le massacre autorisé contre les travailleurs.

Le bruit courait qu'on entassait les malheureux prisonniers dans les souterrains des Tuileries ; je voulus m'en assurer, mais un cordon de troupes et de gardes nationaux en empêchaient les abords. Bien que Paris nageât dans le sang, il se formait des rassemblements autour

du Louvre ; on y parlait avec indignation des malheureux qu'on avait enfermés depuis plusieurs jours dans ces caves infectes et privées d'air, sans leur donner ni à boire ni à manger ; plusieurs d'entre eux étaient asphyxiés ; les survivants étaient obligés de s'asseoir sur leurs cadavres. Lorsqu'ils imploraient un peu d'eau, on leur tirait des coups de fusil à travers les soupiraux. Quelques femmes qui criaient plus fort que les hommes furent arrêtées ; mais cette mesure ne fit qu'exaspérer davantage l'indignation des citoyens. Pour empêcher le public d'approcher on fit former de nouveaux cordons de troupes ; on voyait rôder autour du Palais des femmes qui se lamentaient en demandant que leurs maris, des enfants qui étaient à la recherche de leurs pères qu'on avait enlevés de chez eux les nuits précédentes.

(à suivre)

international

le quotidien du peuple

NORODOM SIHANOUK

A PARIS

On annonce officiellement que Giscard d'Estaing reçoit, le jeudi 9, le prince Norodom Sihanouk (de retour de l'ONU), chef d'état du Cambodge récemment libéré.

L'impérialisme français, des années durant, avait fait subir une cruelle oppression coloniale au peuple cambodgien. Libéré de ce premier ennemi par la lutte du peuple, le Cambodge se trouvait à partir de 1970 confronté à une agression directe de l'impérialisme américain. En quelques années, dans un combat magnifique, les agresseurs étaient mis à la porte, le GRUNC était à Phnom Penh. Tout le temps que cette agression s'est poursuivie, l'impérialisme français a continué à entretenir des relations avec le fantôme Lon Nol. Cependant, notre gouvernement refusait d'établir des relations avec le GRUNC, seul gouvernement légal et représentant légitime du peuple cambodgien.

La réception de Norodom Sihanouk à l'Élysée vient confirmer avec éclat la destruction par le peuple cambodgien des dernières ambitions néo-colonialistes que notre impérialisme pouvait conserver dans ce pays : les plantations d'hévéas ne seront jamais plus à Michelin, conséquence de la fermeté inébranlable du peuple cambodgien.

PORTUGAL soldats et metallos dans la lutte

Mercredi, la caserne du Régiment d'Artillerie de Porto était toujours occupée par les soldats du CICAP, régiment dissous par la force, la veille. Une grande solidarité se manifeste dans tous les régiments du Nord, dans la caserne occupée, d'abord, où une

motion de soutien au CICAP a été votée à la quasi-unanimité. Mais aussi, dans tous les régiments du Nord, qui ont envoyé des délégations de soutien. La population civile manifeste également sa solidarité en occupant en permanence les abords de la caserne. A leur revendication initiale de maintien du régiment dissous, les soldats ont ajouté maintenant celle de la démission du commandant de la région du Nord, le général Pires Veloso, dont le journal Republica publiait hier une biographie comportant un fort passif réactionnaire. Cette demande de démission vient à la suite de la menace du général de faire bombarder la caserne. En fin d'après-midi, on apprenait que l'état d'alerte venait d'être décrété dans toutes les unités militaires de la région Nord. Devant la mobilisation des soldats, on peut se demander quel résultat aura cette mesure d'un pouvoir qui cherche ainsi à établir son « autorité » sur les masses.

La journée de la veille avait vu une grande manifestation des ouvriers métallurgistes à Lisbonne; par dizaines de milliers, ils ont assiégé le ministère du travail, contraignant le ministre à signer le décret de la convention collective refusée par le patronat. A l'occasion de cette manifestation de classe, le révisionnisme de l'actuelle direction du syndicat des métallos s'est cependant encore manifesté. Ils ont imposé dans une partie de la manifestation le mot d'ordre de retour de l'ancien premier ministre Vasco Gonçalves, tentant ainsi de diviser les travailleurs.

L'action des soldats à Porto, celle des métallos à Lisbonne, viennent porter de rudes coups à la tentative de stabilisation d'un pouvoir bourgeois en cours au Portugal. Rien d'étonnant si la petite Europe, qui vient d'accorder un prêt au Portugal, maintient les conditions politiques qu'elle avait posées : ces messieurs ne sont sûrs de rien.

JEUDI 9 OCTOBRE
A 20 H 30
44 RUE DE RENNES
DEBAT ORGANISE PAR LE
QUOTIDIEN DU PEUPLE
AVEC Jean LERMET
LE PORTUGAL
ET SON AVENIR

CHINE : NOUVELLES MINES DE CHARBON

Les travaux sont complètement achevés pour la mine de Pao Ting, dans le sud-ouest de la Chine. Cette mine avait été commencée au cours de la révolution culturelle. S'étendant sur 50 km, dans une région montagneuse, cette mine permet de développer l'industrie dans la région.

BRESIL : TROIS LATIFUNDIAS OCCUPEES

5.000 PAYSANS SANS TERRE armés de faucilles, de machettes et de pioches ont envahi trois latifundias à Euna polia, au nord-est de l'état de Bahia. Les paysans ont divisé la terre en parcelle de 1.500 mètres carrés chacune.

NAMIBIE : NOMBREUSES ACTIONS ARMEES

Au cours d'une conférence de presse le Président de l'organisation du peuple du Sud-Ouest Africain (SWAPO) a condamné la Conférence constitutionnelle organisée par l'Afrique du Sud, pour régler le sort de la Namibie. « Le peuple namibien n'a d'autre choix que de mener la lutte armée jusqu'à ce que son pays connaisse la liberté » a-t-il déclaré.

D'avril à juillet, l'armée namibienne de libération a tué plus de 200 ennemis et détruit 28 véhicules militaires.

Dans la seule période du 18 au 24 septembre, 100 ennemis ont été tués et 3 hélicoptères abattus.

ONU : SIHANOUK REAFFIRME LA VOLONTE D'INDEPENDANCE DU CAMBODGE

« Le Cambodge n'appartient à aucun bloc de puissances, ne nouera aucune alliance militaire ou autre avec d'autres puissances, ne s'intégrera pas dans une organisation ou groupe quelconque d'Etats, exception faite bien entendu, de l'ONU et du groupe des pays non alignés ». Au Cambodge, l'URSS en sera pour ses frais avec son projet de pacte de sécurité collective en Asie.

LAOS : LA MISSION MILITAIRE FRANÇAISE SE RETIRE

La mission militaire française au Laos a dû se retirer. Mise en place lors des accords de Genève en 1954, la mission comprenait une centaine d'hommes. Elle s'occupait principalement de former des gradés laotiens, de les faire bénéficier de l'expérience de la guerre d'Algérie et d'Indochine ; tout a été balayé dans la débâcle américaine.

Dans les quartiers populaires et les camps de refugies au LIBAN

REPORTAGE DE JEAN PAUL GAY

LES FORCES POPULAIRES AU LIBAN 2

Alors qu'en mai 73, l'affrontement était principalement entre les Palestiniens et l'armée libanaise, il s'est transformé en un affrontement principalement entre les forces progressistes libanaises et les forces de la droite libanaise. Le fait que la droite attaque aujourd'hui principalement les forces libanaises progressistes signifie la reconnaissance, la reconnaissance pratique, sur le terrain de l'importance acquise par ces forces.

Mais le mouvement populaire libanais s'est développé surtout indépendamment de la volonté des états-majors des partis de gauche libanais, grâce au soutien de la Résistance Palestinienne que de nombreux libanais ont rejoint pour tenir leur place dans la lutte anti-impérialiste des peuples arabes.

Dans la partie orientale du sud-Liban, au fond d'une vallée protégée du pionnage de l'aviation sioniste par les flancs resserrés des montagnes, et couverte par des bois, nous avons vu en août la jeunesse d'un village libanais s'entraîner au maniement des armes, pistolet, fusil. A l'écart du village, sur le terrain d'entraînement, des cordes tendues entre deux arbres servent à l'exercice du franchissement d'obstacles. Sur le flanc de la montagne, des jeunes, fusil à la main, simulent une embuscade, on s'entraîne à la guérilla pour la protection du village.

« Avec les attaques phalangistes, nous dit le responsable du camp, instituteur originaire du village, l'Etat d'Israël escomptait l'affaiblissement du front libanais et de la Résistance Palestinienne. Mais, au contraire, cela nous a réveillés et nous avons décidé de nous organiser ».

Nous demandons quelle est l'appartenance politique des villageois.

« Comme partout, il y a des divergences idéologiques, mais elles n'entravent pas la voie de la Révolution : communistes, extrême-gauche, modérés, religieux... l'essentiel c'est la lutte contre l'ennemi impérialiste et sioniste, nous voulons un front uni comme au Vietnam. Pour

ma part, je pense que le PCL (Parti Communiste Libanais) et les autres partis de gauche ont eu, depuis de longues années, une pratique révisionniste. C'est pourquoi, ils n'ont pas organisé le courant révolutionnaire. Moi, je suis pour une pratique léniniste, je crois à la nécessité de la violence révolutionnaire ».

Au cours des dix dernières années, chaque fois que la Résistance s'est renforcée, le PCL a parlé de la lutte contre Israël mais, chaque fois qu'elle a été affaiblie, surtout après les massacres de Jordanie, il s'est efforcé de contenir le mouvement populaire libanais dans les limites étroites des revendications économiques et des réformes constitutionnelles. Un rédacteur de la revue hebdomadaire du PCL exprime ainsi la position de son parti : « La Résistance Palestinienne ne peut pas être à l'avant-garde du mouvement de libération arabe parce qu'elle a une tâche nationale, alors que les pays arabes ont déjà réalisé la lutte nationale et posent les problèmes de la révolution sociale ».

Peut-on considérer la lutte nationale achevée au Liban, lorsque les attaques sionistes contre le territoire sont quotidiennes et que la collusion de larges secteurs des sphères dirigeantes avec l'impérialisme et le sionisme est connu ? On comprend que de telles positions aient pu être un obstacle à la mobilisation du peuple libanais.

Depuis la fin des années 60 où il condamnait la Résistance pour « aventurisme » parce qu'elle sortait de la clandestinité au Liban, le PCL a dû tenir compte de l'influence grandissante de la Révolution Palestinienne dans les masses arabes. Ceci explique que ce parti, proche de l'Union Soviétique, ne soit pas encore prononcé officiellement pour la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

« C'est le peuple de Chiah qui nous demande de nous préparer aux nouvelles confrontations. Le peuple lui-même apprend à combattre. » Cette réflexion d'un responsable du PCL explique sans doute les consignes données aux militants, cette année, de prendre une part

plus active dans la résistance armée aux Phalangistes, pour ne pas se couper des masses populaires.

Les autres partis de gauche ont été largement tributaires des contradictions politiques du monde arabe. C'est le cas, par exemple, du parti Nassérien. Dans les quartiers populaires de Beyrouth, la photo de Nasser est encore partout présente, beaucoup de boutiquiers ont conservé son portrait. Les mesures anti-impérialistes prises par Nasser, le soutien qu'il apporta au peuple libanais contre les « marines » américains en 58 valurent à Nasser et, plus largement, à l'Egypte un grand prestige dans les masses libanaises.

Libanais qui ont participé aux combats de ces derniers mois, contre les Phalanges, dépasse singulièrement les effectifs des partis et de leurs adhérents.

Catalyseur du mouvement populaire libanais, la Résistance Palestinienne n'entend nullement l'absorber ou se substituer à lui face aux attaques phalangistes, elle s'en tient à une position défensive : « si on nous attaque, nous nous défendons ». Tell Zaater est le seul camp de réfugiés Palestiniens de Beyrouth où il y ait eu affrontement : il fallait empêcher l'encerclement par les Phalangistes. « Mais, disent les Pa-



Village du sud : l'entraînement.

Un mesure mieux d'ailleurs ainsi la colère que peut susciter aujourd'hui l'accord Egypte-Israël. Mais, le désastre de juin 67, l'acceptation du plan Rogers qui laissait entière liberté au roi Hussein pour massacrer les Palestiniens, ont montré les limites du Nassérisme.

Devant l'impasse existant du côté des partis, nombre de Libanais ont alors rejoint les rangs de la Résistance Palestinienne. Aujourd'hui, la double appartenance est chose fréquente : à Chiah, par exemple, où le PCL et d'autres partis de gauche ont une certaine influence, beaucoup de jeunes libanais sont membres du Fath, du FPLP et le nombre

de Palestiniens, si la Résistance voulait s'immiscer dans les affaires intérieures du Liban, elle aurait engagé le combat à partir de tous les camps de réfugiés. Il aurait alors été facile d'être maître de la situation parce que les Phalangistes n'ont pas les moyens de combattre partout en même temps. Il était nécessaire de faire face au complot impérialiste mais, en même temps, il était nécessaire de préserver l'unité du peuple libanais pour concentrer notre feu contre l'ennemi sioniste.

Prochain article : « la guerre au Sud-Liban »

Photo Quotidien du Peuple